

Le vote irlandais sur l'avortement provoque des remous en Ulster

la-croix.com/Sciences-et-ethique/Ethique/Le-vote-irlandais-l'avortement-provoque-remous-Ulster-2018-05-29-

1200942719
Tristan de Bourbon

May 29, 2018



Elles sont apparues, samedi 26 mai, une pancarte à la main indiquant : « *Le Nord est le prochain* ». À ce moment-là, Mary Lou McDonald et Michelle O'Neill, dirigeantes du Sinn Féin pour la république d'Irlande et l'Irlande du Nord, savaient qu'elles allaient secouer la politique du Royaume-Uni.

De fait, le vote massif des Irlandais, la veille, en faveur de la libéralisation de l'avortement a poussé de nombreux Nord-Irlandais à descendre dans les rues pour demander que leur région ne soit plus une exception.

Elle sera en effet bientôt la seule partie de l'île irlandaise et du Royaume-Uni où l'avortement est interdit, sauf en cas de danger mortel pour la mère et de mort assurée du fœtus ou de l'enfant immédiatement après sa naissance.

« *Le référendum n'a pas d'impact sur la loi en Irlande du Nord* »

Shami Chakrabarti, représentante travailliste à la chambre des Lords, interpellait mardi 29 mai la Première Ministre Theresa May dans une lettre publiée par le *Daily Mirror*. « *Nous appelons Madame May, une féministe autoproclamée, à négocier avec les partis en Irlande du Nord et à légiférer sans délai* », écrit-elle, faisant référence à un cliché ancien de Theresa May affublée d'un tee-shirt sur lequel était écrit : « *Voilà ce à quoi ressemble une féministe.* »

La réalité est toutefois moins simple. Car la législation sur l'avortement en Irlande du Nord ne relève du gouvernement britannique, ni même du Parlement de Westminster. Elle fait partie des pouvoirs dévolus à l'assemblée nord-irlandaise. Seul un changement de la législation décidé à Belfast pourrait changer la donne pour les femmes de la région.

Le Sinn Féin pousse pour cette option, refusant toute implication de Londres dans la prise de décision. Premier parti unioniste d'Irlande du Nord et allié des conservateurs de Theresa May, le DUP a lui clairement fait savoir, dès le résultat du vote connu, que « *le référendum de vendredi n'a pas d'impact sur la loi en Irlande du Nord, mais nous prenons note des questions qui impactent notre plus proche voisin* ».

« *Respecter la volonté du peuple* »

Pendant ce temps-là, de l'autre côté de la frontière irlandaise, le ministre irlandais de la santé Simon Harris, principal promoteur de la libéralisation de l'avortement, accélère le mouvement. Il entend proposer un projet de loi avant l'été, pour permettre son adoption au plus tard en octobre.

Même le leader du Fianna Fail (droite), Michael Martin, a avoué qu'il était favorable à ce que le Parlement ne ferme pas ses portes à la date prévue du 12 juillet pour travailler sur la question. « *Nous le devons aux gens. Les parlementaires ont l'obligation de respecter la volonté du peuple et de répondre à cette volonté* », a-t-il expliqué.

Malgré les 66,4 % de votes en faveur du « oui », la forte abstention (35,8 %) encourage le gouvernement à rassurer les partisans du maintien de l'interdiction. « *Nous devons prendre en compte les perceptions profondes des deux camps et rappeler aux gens de l'autre camp que la législation ne serait pas aussi libérale que de nombreux opposants au référendum le prévoyaient* », a rappelé le ministre de la justice Charlie Flanagan. Une branche d'olivier destinée à apaiser les esprits après des mois de tension.